

parviennent au même rythme à un niveau de vie minimum, ce qui revient à dire qu'ils doivent tous demeurer uniformément pauvres. Je ne crois pas qu'on doive même appliquer cette théorie au Canada, mais cela est une autre affaire.

En réalité, il est un genre de développement qui a une origine indirecte: la meilleure façon d'assurer le développement économique des régions pauvres, c'est de laisser aller de l'avant les régions et les secteurs économiques qui progressent le plus facilement. Au Canada même, on en est venu à la conclusion, je pense, que ce serait une erreur grave que de ralentir l'activité de Montréal dans l'espoir de faire progresser la ville de Québec. Nous avons de bonnes raisons de croire que lorsque Montréal progresse, le rythme de croissance de Québec peut lui-même doubler, et que lorsque l'activité économique ralentit à Montréal, Québec fait face à deux fois plus de difficultés. Cet effet de levier a pour grave inconvénient d'accentuer la disparité entre les régions. Il est facile de freiner le progrès d'une région en voie de développement, mais il est beaucoup plus difficile d'accélérer le relèvement des régions pauvres.

Ce serait donc une erreur selon moi—et cela vaut pour les Antilles—que de dire: «Ralentissons la croissance de l'Ontario et du Québec parce que nous voulons stimuler celle des provinces Maritimes?» Certains ne partagent pas mon avis, je le sais. Quant à moi, j'estime qu'il serait peut-être bon que le Canada concentre ses efforts dans les régions qui disposent d'administrateurs compétents et qui offrent la possibilité de voir quels progrès une aide pourrait susciter.

En dernier lieu, certains témoins ont proposé que le Canada considère toute la région baignée par la Mer des Caraïbes comme une seule région, l'Amérique latine comprise, et consacre tous ses efforts à la création d'institutions régionales plutôt qu'au soutien de secteurs limités.

Nombre de témoins ont déclaré que le Canada ne devrait pas soutenir telle ou telle industrie, par exemple celle du sucre, dont on dit qu'elle doit disparaître et dont je parlerai plus en détail tantôt, mais bien plutôt se préoccuper de nouveaux ensembles politiques à créer, et de nouvelles institutions régionales à établir.

Je me contenterai de dire pour le moment que depuis le XVIII^e siècle certainement, et même peut-être depuis le XVII^e, on a cherché à fédérer les pays antillais. Toutes les tentatives ont échoué parce qu'elles étaient mises

de l'avant par une puissance étrangère—le Royaume-Uni principalement, mais aussi parfois le Canada—pour des motifs d'efficacité administrative. Ce serait une erreur que de reprendre le même principe dans ce cas-ci.

Les groupements humains qui, dans les Antilles, se rattachent au Commonwealth diffèrent les uns des autres en dépit de certains traits culturels et ethniques communs. Ils présentent des différences qui touchent à la culture, à la géographie et à l'orientation d'ensemble. J'estime que le projet CARIFTA, ce qu'il y a de plus nouveau en matière de développement dans la région, a de meilleures chances d'aboutir du fait que l'initiative a été prise par les gouvernements antillais eux-mêmes. Ce serait une grave erreur que de vouloir imposer de l'extérieur l'unification économique ou politique.

La réalité est entièrement autre. La Jamaïque a décidé de se retirer de la fédération. Comme le gouvernement actuel de la Jamaïque a été élu après s'être prononcé contre la fédération, il serait chimérique d'espérer qu'il appuie un mouvement quelconque d'intégration régionale ou politique. Certains événements forceront sans doute un jour ces pays à s'unir. Si la Grande-Bretagne, par exemple, est admise dans la Communauté européenne, il en résultera une menace d'ordre externe. Or, c'est là l'une des raisons fondamentales pour lesquelles les fédérations se forment. Jusqu'à présent, rien n'a menacé la sécurité des Antilles. Dans un certain sens, l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne peut modifier la situation.

Ceux qui considèrent que les pays de l'Amérique latine et la partie des Antilles qui se rattachent au Commonwealth doivent ne former qu'un tout cherchent à réunir deux éléments fort disparates. Les pays antillais dont il est ici question ont perdu à peu près toutes leurs caractéristiques tribales. L'un des problèmes qui se posent est précisément que les Antillais sont devenus plus anglais que les Anglais; avec les années, on en a fait de pseudo-Anglais. Ces Antillais considèrent les gens de langue espagnole comme des étrangers, pour eux, ce sont des «Latins», des gens imbus de politique, instables, partisans de la dictature. Pourtant, la tendance au regroupement que l'on observe en diverses régions, dont l'Europe, a poussé les pays antillais rattachés au Commonwealth à se tourner vers les pays de l'Amérique latine. Je pense qu'on commence à vouloir prendre contact.